

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 50 | 31 mai-6 juin 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 219 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION

31 mai : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation organisée pour commémorer la protestation du parc Gezi de 2013, et a placé 13 personnes en détention.

31 mai : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) la militante Nursel Tanrıverdi alors qu'elle organisait un sit-in pour protester contre son renvoi sommaire de la fonction publique.

31 mai : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation d'étudiants contre le recteur pro-gouvernemental de l'université de Boğaziçi et a détenu deux personnes alors qu'elles accrochaient une bannière à l'entrée de l'université contre le recteur.

31 mai : Le bureau du gouverneur du district de Beyoğlu à Istanbul a [interdit](#) les événements prévus pour marquer le huitième anniversaire des manifestations antigouvernementales du parc Gezi.

31 mai : Le bureau du gouverneur de Rize a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours. Cette interdiction fait suite à des protestations environnementales contre la construction d'une carrière de pierre dans la province.

31 mai : Le bureau du gouverneur de Hakkari a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

31 mai : Le bureau du gouverneur de Van [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

1er juin : La police d'Ankara a [bloqué](#) un événement de commémoration de la mort d'un manifestant due à des tirs de la police lors des manifestations du parc Gezi en 2013, et a brièvement détenu neuf personnes.

4 juin : Le bureau du gouverneur de Siirt a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

5 juin : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation de gauche, détenant brièvement 35 personnes.

6 juin : Le bureau du gouverneur de Mardin a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 30 jours.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET MÉDIAS

31 mai : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur la libération présumée douteuse d'un homme d'affaires emprisonné pour fraude.

1er juin : La police d'Osmaniye a [perquisitionné](#) la maison du journaliste local Hasan Tolga Balcılar trois fois en une semaine après qu'il ait fait un reportage sur la corruption présumée dans la municipalité. Balcılar a partagé une vidéo de l'une des perquisitions au cours de laquelle on voit les policiers le coucher au sol et l'un d'eux poser son genou sur son cou alors qu'il est menotté.

1er juin : Les procureurs [rouvrent](#) une enquête sur le meurtre du journaliste chypriote turc Kutlu Adalı en 1996, sur la base des récentes révélations d'un patron du crime qui a affirmé que des acteurs étatiques étaient impliqués dans le meurtre.

1er juin : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de bloquer l'accès à une série de tweets du journaliste Erk Acarer sur un réseau criminel présumé impliquant un général militaire, un homme d'affaires de premier plan et un ancien ministre de l'Intérieur.

1er juin : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de bloquer l'accès à des vidéos YouTube et à des tweets d'un patron du crime révélant des détails sur le viol et le meurtre présumés de la journaliste kazakhe Yeldana Kaharman, impliquant un député du parti au pouvoir.

1er juin : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage de l'agence de presse Mezopotamya sur une distribution alimentaire bâclée organisée par le bureau du gouverneur local.

2 juin : Un procureur a [requis](#) une peine de prison allant jusqu'à 45 ans pour le journaliste emprisonné Mehmet Baransu, sur la base de diverses accusations concernant la révélation de secrets d'État dans un reportage.

2 juin : Les procureurs ont [ouvert](#) une enquête sur Nebiye Merttürk, la présidente de Halkevleri (Maisons du peuple) - une organisation de défense des droits de l'homme, accusée d'avoir insulté le président dans un tweet dans lequel elle critiquait le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul.

2 juin : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) d'infliger une amende de 5 300 TL (€506) à un utilisateur de Facebook pour avoir traité le nationaliste Devlet Bahçeli, allié du parti au pouvoir, de "ringard".

2 juin : Un rapport publié par le député de l'opposition Utku Çakırözer [révèle](#) que 14 membres de la presse ont comparu devant un tribunal et deux ont été condamnés à la prison en mai en Turquie.

3 juin : La police de Batman a [arrêté](#) trois personnes pour avoir prétendument diffusé de la propagande terroriste sur les réseaux sociaux. Les détenus ont été libérés dans l'attente de leur procès le lendemain.

3 juin : Un procureur d'Ankara a [inculpé](#) l'actrice Ezgi Mola pour insulte après avoir tweeté en août 2020 sur la libération d'un ancien soldat accusé d'avoir violé une femme de 18 ans.

3 juin : L'autorité de régulation des médias RTÜK a [infligé](#) des amendes aux radiodiffuseurs Halk TV, FOX TV et KRT, critiques du gouvernement, pour des remarques politiques de présentateurs et d'invités.

4 juin : Un tribunal a [condamné](#) l'ancien dirigeant de télévision Hidayet Karaca à 1 406 ans de prison pour divers chefs d'accusation dans un procès concernant des allégations de complot dans un scandale de matchs truqués qui a fait surface en 2011.

4 juin : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur le déversement présumé de déchets toxiques par un hôtel situé sur le rivage de la mer Égée.

4 juin : Un tribunal d'Istanbul a décidé de [bloquer](#) l'accès aux reportages impliquant le nom de Bilal Erdoğan, le fils du président Recep Tayyip Erdoğan.

5 juin : La police a [placé](#) en détention le rappeur Ufuk Yıkılmaz, accusé d'avoir insulté le président. Il a annoncé sa libération le lendemain.

DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

2 juin : Les procureurs ont [ouvert](#) une enquête sur Nebiye Merttürk, la présidente de Halkevleri (Maisons du peuple) - une organisation de défense des droits humains, accusée d'avoir insulté le président dans un tweet dans lequel elle critiquait le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

31 mai : La Cour européenne des droits de l'homme a [demandé](#) une déclaration à la Turquie concernant l'affaire de quatre procureurs qui ont été condamnés à de longues peines de prison après avoir mené une enquête en 2014 sur des camions exploités par les services de renseignement turcs qui auraient transporté des armes en Syrie.

4 juin : Un juge d'Antalya a été réaffecté et [suspendu](#) après avoir critiqué l'absence d'enquête sur les liens politiques dans une affaire de trafic de drogue.

MINORITÉ KURDE

3 juin : La police d'Istanbul a [arrêté](#) le responsable local du district du HDP, Cahit Alkan.

4 juin : Les autorités ont détenu et [arrêté](#) Esengül Kılıç, cadre de la jeunesse du HDP.

OPÉRATIONS MILITAIRES À L'ÉTRANGER

1er juin : Une ONG allemande a [accusé](#) le gouvernement turc de promouvoir une interprétation radicale de l'islam sunnite et d'effacer la foi des Yazidis dans la région d'Afrin, autrefois multireligieuse, dans le nord de la Syrie. La région est contrôlée par l'armée turque et les milices soutenues par la Turquie depuis 2018.

MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX CITOYENS À L'ÉTRANGER

31 mai : [Orhan İnandı](#), président d'un réseau d'écoles au Kirghizistan, est porté disparu à Bichkek. Sa femme, Reyhan İnandı, a déclaré dans une vidéo qu'elle a postée sur Twitter que son mari était détenu à l'ambassade de Turquie à Bichkek et qu'on le forçait à signer un document renonçant à sa citoyenneté kirghize afin qu'il puisse être ramené en Turquie où il fera l'objet de poursuites.

4 juin : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) d'arrêter Selahattin Gülen, un neveu du religieux Fethullah Gülen basé aux États-Unis, après son retour forcé du Kenya par des agents des services de renseignements, malgré les décisions des tribunaux kenyans contre son extradition.

4 juin : Interpol a [rejeté](#) 773 demandes de notices rouges déposées par la Turquie à l'encontre de personnes ayant des liens présumés avec le mouvement Gülen, au motif que ces demandes étaient contraires à la constitution d'Interpol.

AUTRES MINORITÉS

31 mai : Sedat Peker, un patron du crime qui a fait des allégations scandaleuses sur les relations entre les acteurs étatiques et la mafia, a [affirmé](#) que l'ancien ministre de l'Intérieur et chef de la police turque, Mehmet Ağar, planifiait une attaque contre un cemevi, un lieu de culte alévi, afin de créer un chaos sectaire dans le pays.

2 juin : Cemal Uçarman, un alévi vivant à İstanbul, a été [attaqué](#) par ses voisins lors d'un crime haineux.

CONDITIONS DE DÉTENTION

2 juin : Une ONG de défense des droits de l'homme a [publié](#) un rapport mensuel indiquant que la nourriture proposée aux prisonniers était froide et de mauvaise qualité. Le groupe a également noté des problèmes en matière d'hygiène alimentaire.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

4 juin : Une étude menée par la branche d'IHD (Association des droits de l'homme) d'Izmir a [révélé](#) que les réfugiés vivant dans la région égéenne de la Turquie ont subi 2 980 violations des droits au cours des quatre premiers mois de 2021.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

4 juin : La police de Batman a [agressé](#) physiquement et blessé une personne lors de son arrestation.

4 juin : Les gardiens d'une prison de Diyarbakır ont [agressé](#) physiquement et verbalement le détenu Kurbanî Özcan qui avait déjà été victime d'un incident de torture ayant entraîné la rupture de ses doigts.

5 juin : Les gardiens d'une prison de Diyarbakır ont [agressé](#) le détenu Şükriye Gezgin. Divers groupes de défense des droits ont signalé que Gezgin portait des marques visibles de torture sur son corps.

DROITS DES FEMMES

4 juin : Selon un [rapport](#) mensuel de la plateforme We Will End Femicide, 17 femmes ont été assassinées par des hommes en mai et 20 autres sont mortes dans des circonstances suspectes. Un autre [rapport](#) sur la violence sexiste compilé par Bianet indique que les hommes ont infligé des violences à au moins 67 femmes.